

Paris 7 dit non au projet de Loi Travail !

Avec le projet de la Loi Travail, proposer par la ministre Myriam El Khomri, le gouvernement vient de déclencher une offensive sans précédent contre tou.te.s les salarié.e.s. Nous, étudiant.e.s, enchaînons déjà les stages et les contrats précaires pendant nos études et notre insertion professionnelle, il faudrait maintenant que nous acceptions d'être précaires à vie ! Nous, salarié.e.s, devrions regarder nos droits être détruits sans rien faire !

Travailler plus et gagner moins pour diminuer le chômage ?

Le contenu de ce projet, directement inspiré des revendications du MEDEF, représente un véritable retour au siècle dernier pour le monde du travail. S'il était accepté, les accords négociés au sein de chaque entreprise primeraient désormais sur les accords de branche et le Code du Travail – ceux-ci pouvant être revus à la baisse, au lieu de constituer un minimum commun légal ! –, exerçant un dangereux chantage pour les salarié.e.s. Cela aurait pour conséquences d'imposer des baisses de salaires et des augmentations de temps de travail bien au-delà des 35 h, sous prétexte de créer des emplois qui au contraire seraient détruits.

Ce que le gouvernement nous promet c'est :

- **Travailler plus pour gagner moins** : avec cette réforme le patronat pourra nous imposer des semaines allant jusqu'à 46 heures 16 semaines d'affilée et des heures sup. 5 fois moins majorées qu'avant. Les apprenti.e.s de moins de 18 ans pourront être contraint.e.s de travailler jusqu'à 10h/jour et 40h/semaine.
- **Se faire virer plus facilement** : les licenciements seront possibles sans réels motifs économiques et même de façon abusive avec le plafonnement des indemnités prud'homales. Un patron pourra licencier n'importe qui, de moins de 2 ans d'ancienneté, pour une indemnité d'à peine 3 mois de salaire (et 6 mois pour 5 ans...)...
- **Augmenter encore le chômage** : du temps de travail supplémentaire pour celles et ceux qui ont un emploi, et moins d'offres d'emplois disponibles pour les autres, alors que le chômage, catastrophique pour tou.te.s, atteint 25 % pour les moins de 24 ans et 40-50% dans les quartiers populaires ou en Outre-mer.

ASSEMBLEE GENERALE

Mercredi 9 mars à 12h00

Amphi 3B (Halle aux Farines)

**Départ commun à 13h30 pour la manifestation
à République - RDV dans l'Esplanade**



Avec cette réforme, le gouvernement veut nous précariser à vie !

L'ensemble de ces mesures est inacceptable et nous appelons chacun.e à se mobiliser pour **exiger le retrait du projet de Loi Travail** et des mesures immédiates pour la dignité des salarié.e.s, à commencer par les plus jeunes :

- Pour les apprenti.e.s et les stagiaires : rémunération et droits à la hauteur du poste occupé ! Pas de rémunération en dessous du SMIC et mêmes droits que les autres salarié.e.s comprenant une protection sociale. L'apprentissage ne doit être légal qu'à partir de 16 ans et doit déboucher sur un emploi stable.

- Mise à disposition de budgets supplémentaires pour offrir à tou-te-s une éducation avec une formation de qualité ! Mettre en place et une véritable protection sociale durant les études avec un revenu, ainsi que compter les années d'études dans le calcul de la retraite et de l'assurance chômage.

- En finir avec la précarité ! Le CDI comme norme d'emploi, la répartition par la diminution du temps de travail sans baisse de salaire entre toutes et tous pour en finir avec le chômage et assurer une protection sociale suffisante à chacun, salarié.e.s comme personnes sans emploi.

Tous ensemble dans la rue le 9 mars !

À l'image de la mobilisation contre le Contrat Première Embauche en 2006, où lycéen.ne.s, étudiant.e.s et salarié.e.s avaient fait reculer le gouvernement, nous appelons à poursuivre le mouvement. Étudiant.e.s, chômeur.se.s, travailleur.se.s, faisons en sorte **que le 9 mars soit le déclencheur d'un enchaînement de manifestations et de grèves, seul moyen de faire retirer la loi El Khomri !**

Signataires : NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), UNEF (Union National des Etudiants de France), Solidaires étudiant-e-s et autres étudiant-e-s mobilisé-e-s.